

Reprise du chantier du CDG Express : stoppons cette décision scandaleuse!

Paris, le 10 avril 2020

Les craintes que nous exprimions il y a quelques jours concernant la perspective de reprise du chantier du CDG Express, se confirment.

Des élu·e·s locaux, dont notre collègue maire de Mitry-Mory, Charlotte Blandiot-Faride, ont ainsi été informés par SNCF Réseau d'une reprise de ces travaux dès la semaine prochaine, au lendemain du week-end de Pâques.

A l'heure où l'épidémie de Covid 19 fait de très nombreuses victimes en Ile-de-France, et que l'urgence est de protéger la santé et les vies de nos concitoyen·ne·s, cette décision est totalement irresponsable.

Elle est d'autant plus intolérable que, face à cette urgence, les professionnels de santé, les agents des services publics, des collectivités locales, les bénévoles des associations, manquent cruellement de moyens de protection pour assurer leurs missions qui sont, elles, indispensables. C'est pourtant là qu'est la priorité.

Le projet privé CDG Express, qui est l'antithèse du service public et ne sera d'aucune utilité pour les usagers franciliens

des transports en commun, doit être stoppé ! Son utilité sociale est à réinterroger à l'aune des priorités de l'après pandémie : est-il nécessaire de construire une navette réservée à quelques privilégiés pour faire rapidement le trajet de l'aéroport au pôle urbain de Paris ? Pour nous, c'est non ! Les professionnels du BTP, les organisations syndicales, l'ont dit et répété : dans ce contexte, la reprise de tels chantiers, celui du CDG Express ou d'autres infrastructures, serait une véritable mise en danger des salariés.

L'idéologie du "business avant tout" prônée par le Gouvernement est un témoignage supplémentaire de son profond mépris pour ces derniers.

Nous demandons donc à la ministre des transports Elisabeth Borne de se montrer enfin responsable, et d'interdire la reprise de ces travaux et de tout autre chantier concernant les infrastructures de transports. De même, nous pensons qu'il est du devoir de la Présidente de la Région et d'IDF Mobilité d'intervenir immédiatement en ce sens auprès du Gouvernement.

Suivi presse : Karine BRISHOUAL / 07 60 03 71 73 / karine.brishoual@iledefrance.fr

